

Deux visions sur les finances fédérales

CONFÉDÉRATION La session parlementaire de décembre est décisive: après le budget, les sénateurs se penchent aujourd’hui sur les 57 mesures du «programme d’allègement budgétaire», qui entrera en vigueur en 2027 et dictera les politiques publiques

FANNY SCUDERI, BERNE



Des finances publiques dépend l'action politique. Elles définissent les priorités, ont des répercussions sur les cantons et la population. Ce mois de décembre leur fait la part belle. Après le budget 2026, les sénateurs traiteront du «programme d’allègement budgétaire» (PAB27) de la Confédération aujourd’hui.

Deux visions s'affrontent autour de ce PAB27 et se déploient sur un champ de bataille sémantique: «plan d'économie» pour les plus récalcitrants que l'on trouve à gauche de l'échiquier politique, «frein à la croissance des dépenses» pour les autres, emmenés par Karin Keller-Sutter, ministre PLR des Finances. Il doit débuter en 2027 et permettre d'économiser 2,4 milliards de francs cette première année, puis environ 3 milliards de francs en 2028 et 2029.

Doté de 57 mesures, le programme d'allègement fait des mécontents à gauche et à droite. Avec une claire ligne de fracture: des diagnostics opposés sur la santé des finances publiques. Les socialistes et Les Vert·e·s réfutent la nécessité d'un tel dispositif et le menacent de référendum. Dans les rangs du Centre à l'UDC, personne ne conteste l'impératif de freiner la hausse des dépenses.

«Vous, qui aimez les chiffres»

Ces interprétations divergentes ont déjà donné lieu à des passes d'armes. S'adressant à Karin Keller-Sutter, le socialiste Baptiste Hurni a mené la fronde au Conseil des Etats lors du premier débat sur le budget: «Vous avez dit que ce que vous aimez dans les chiffres, c'est qu'ils ne mentent pas. [...] La situation financière s'améliore. Les chiffres ne mentent pas lors-



«Les indicateurs ne sont pas excellents. Nous avons des problèmes de financement des assurances sociales»

PASCAL BROULIS,
CONSEILLER AUX ÉTATS (PLR/VD)

qu'ils révèlent que nous réduisons notre dette.»

Le sénateur neuchâtelois est l'auteur de plusieurs minorités contre les mesures du PAB27. A l'orée du débat, il insiste: «Aujourd'hui, les finances sont saines. Ce n'est pas une opinion de socialiste, c'est un fait.» Il prend pour preuve le budget 2026 de la Confédération: «En respectant scrupuleusement le frein à l'endettement, nous avons une marge de manœuvre de 400 millions de francs. Ce budget comprend déjà le financement de la 13e rente AVS et les 600 millions supplémentaires alloués à l'armée. Objectivement, ce programme d'économie n'est pas nécessaire.»

Pourtant, pour la grande argentine, les comptes sont clairs: les

«Les planifications financières sont toujours extrêmement pessimistes. Rien n'accrédite la nécessité du plan d'économie»

BAPTISTE HURNI,
CONSEILLER AUX ÉTATS (PS/NE)

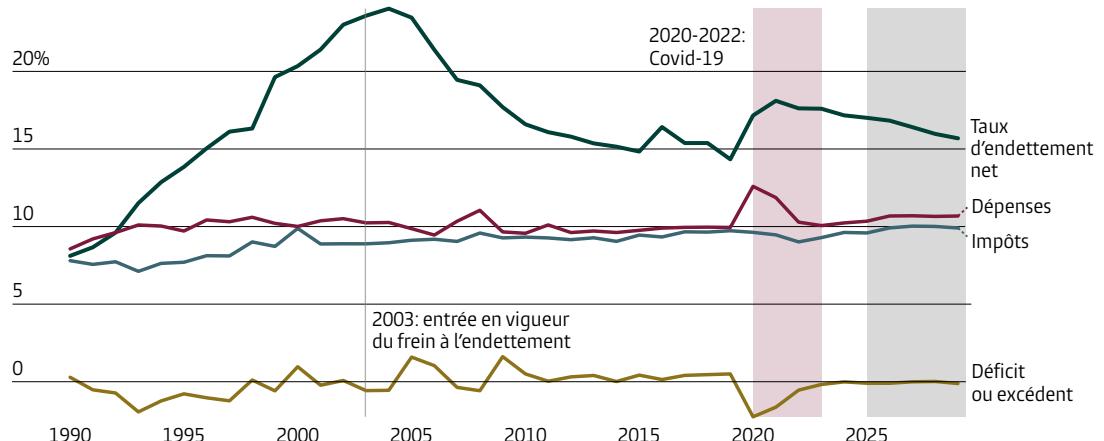
dépenses de la Confédération progressent plus vite que ses recettes. A partir de 2027, les déficits structurels pourraient équivaloir à plus de 2 milliards de francs et monter à 4 milliards d'ici à 2029, selon le Conseil fédéral. «Si aucune mesure n'est prise, les exigences constitutionnelles du frein à l'endettement ne pourront plus être respectées», selon son communiqué daté de janvier 2025.

«Les planifications financières sont toujours extrêmement pessimistes. Rien n'accrédite la nécessité du plan d'économie. Nous aurions pu examiner ces mesures dans le cadre des travaux budgétaires», commente Baptiste Hurni.

Un avis partagé à gauche par Gerhard Andrey, conseiller

LE TAUX D'ENDETTEMENT DE LA CONFÉDÉRATION DIMINUE

Principaux indicateurs des finances fédérales, en pourcentage du PIB, de 1990 à 2029



Données 2025 à 2029 selon le budget et le plan de financement.

Source: Département fédéral des finances

national écologiste, le discours du Conseil fédéral est inaudible: «Nous n'avons pas besoin d'un plan d'allègement mais d'une réforme de la loi sur le frein à l'endettement qui va bien plus loin que la règle dans la Constitution.» Introduit en 2003 après une votation, ce mécanisme oblige la Confédération à équilibrer à terme ses dépenses et ses recettes.

Le taux d'endettement net de la Confédération s'établissait à 24% en 2004, à 17,2% fin 2024. Il pourrait continuer sa baisse en atteignant 15,7% en 2029 selon les projections financières.

«C'est comme si une famille avait une hypothèque modeste, qui ne lui coûte quasiment rien, illustre Gerhard Andrey. Mais elle est tellement dogmatique, qu'elle la rembourse entièrement. Alors, elle coupe dans l'éducation, refuse d'assainir son habitat. Avec une telle politique, les générations futures n'auront certes pas de dettes financières,

mais elles hériteront d'infrastructures médiocres et d'institutions dépassées.»

Une bonne dette est-elle nulle?

Le sénateur Pascal Broulis a une tout autre lecture de la situation. Il nuance le tableau «trop optimiste» brossé par la gauche. «Les indicateurs ne sont pas excellents. Nous avons des problèmes de financement des assurances sociales. Ces prochaines années, nous devons trouver plusieurs tranches de 600 millions de francs pour l'armée. Cet argent, on le prendra dans la croissance des charges.»

Le Vaudois, ancien ministre des Finances de son canton, milite pour une dette faible. La bonne santé financière de la Suisse lui a «permis, rappelle-t-il, de débloquer rapidement, en empruntant des sommes importantes pendant la crise du Covid-19. Je pourrai aussi dire que nous sommes trop

prudents, si nous ne devions pas financer la 13e rente AVS. Mais la planification financière doit prendre en compte l'environnement macroéconomique. Nous ne sommes pas à l'abri d'un revers conjoncturel.»

Même son de cloche du côté de l'UDC Thomas Stettler, membre de la Commission des finances du National: «Notre dette nous coûte 1 milliard d'intérêts. C'est autant d'argent que l'on ne peut pas mobiliser. L'idéal est quand même de ne pas en avoir.» Pour lui, le constat est sans appel: «Si nous ne freinons pas les dépenses, la Confédération devra chercher des recettes, et sera tentée d'augmenter les impôts.» Deux diagnostics de la dette et deux visions des finances publiques s'affrontent aujourd'hui au Conseil des Etats. Il faudra attendre l'issue du premier examen de ce «programme d'allègement budgétaire» pour savoir lequel des deux narratifs s'imposera. ■